

# Nouvelles dynamiques collectives : une chance pour le monde associatif

Francie MEGEVAND \*

**Le nouveau courant associatif, né dans les quartiers urbains, est objet de critiques de la part du monde associatif et professionnel. Ces critiques révèlent en fait une "confrontation de légitimités". Dépasser cette confrontation nécessite de comprendre en quoi ces nouvelles dynamiques renouvellement l'approche collective, en redonnant du sens à la notion de solidarité et en inventant des réponses adaptées aux nouvelles situations sociales.**

**L**es années 90 ont vu s'affirmer l'existence d'un nouveau courant associatif né essentiellement dans les quartiers urbains les plus en difficultés faisant l'objet de procédures Politique de la Ville. Ces initiatives fragiles et parfois un peu brouillonnées, furent soutenues et encouragées —même parfois initiées— par les équipes de développement social urbain et quelques institutions proches du terrain. Pour atteindre ses objectifs, l'intervention de ces acteurs, rendait nécessaire la reconstitution et le renouvellement de dynamiques collectives qui avaient déserté ces territoires ou, pour celles qui existaient encore, ne parvenaient plus à mobiliser largement. La forte présence institutionnelle et professionnelle ne pouvait en effet se passer de l'implication des populations concernées et avait donc besoin de relais intermédiaires. Peu à peu, sous l'effet conjugué de la nécessité d'agir qui mobilise certains habitants et de soutiens institutionnels, qu'ils soient trop timides ou trop pressants, ces dynamiques collectives locales constituent désormais un courant associatif qui ne peut plus être ignoré et qui doit être pris en compte par le monde associatif et par l'ensemble des institutions. Ce qui dans la pratique ne s'avère ni simple ni évident.

## Trublions

Par bien des aspects, ces dynamiques collectives, à qui le cadre associatif a été souvent conseillé, voire imposé, viennent percuter les modes de fonctionnement du monde associatif, brouiller le jeu des agencements locaux et interpeller l'ensemble des habitudes et des pratiques sociales. Cet ébranlement explique les tensions

importantes qui peuvent se développer entre associations dans les quartiers sur un mode latent, mais aussi parfois, selon les contextes et les évènements, de façon plus exacerbée et conflictuelle. Ce qui induit des situations difficiles et parfois périlleuses à gérer pour les élus locaux et certaines institutions qui sont amenés à réguler ces confrontations, ou à les arbitrer. Car ces nouvelles dynamiques collectives s'affirment et sont aussi souvent vécues sur un mode d'opposition et de concurrence, surtout quand elles revendiquent d'agir sur des champs qui constituent les missions traditionnelles des associations existantes (animation, jeunesse, soutien scolaire ...). Cette situation peut être rendue encore plus aigüe par les décideurs qui, soucieux de faire bouger les choses, ont parfois joué la concurrence entre les uns et les autres, ou qui, soucieux de ne mécontenter personne, ont développé des stratégies ambiguës et changeantes. Mais sur quoi au juste reposent les oppositions qui traversent le monde associatif ?

Les critiques à l'encontre de ces nouvelles dynamiques collectives, dont la liste peut être longue, se cristallisent autour des modes de fonctionnement. Résumons les plus fréquentes. Ces "nouvelles" associations auraient un fonctionnement ni très associatif ni très démocratique, en particulier pour ce qui est des instances et des modes de décisions. Elles ne seraient guère représentatives puisqu'elles reposent souvent sur un petit noyau de gens. Elles ne seraient pas très fiables à cause d'une mobilisation irrégulière et souvent éphémère. Elles seraient mues plutôt par le pragmatisme et l'opportunisme et plus préoccupées de défendre les intérêts particuliers de groupes "particuliers", (tels que les

\* Sociologue, Maître de Conférences à l'Institut d'Urbanisme de Grenoble, Consultante à Participe Présent.

jeunes ou les communautés à base ethnique), et non par une "haute" vision, politique et idéologique, de l'Intérêt Général, comme doivent l'être les Associations.

Si on analyse plus raisonnablement ces griefs, on s'aperçoit vite que ces caractéristiques ne sont pas l'apanage de ces jeunes collectifs. Les associations gestionnaires d'équipements ou de missions de services publiques d'aujourd'hui sont souvent nées de dynamiques collectives remuantes, revendicatives et pas forcément "fiables", ni "respectueuses" des institutions dont elles réclamaient subсидes et reconnaissance. Certaines associations ayant pignon sur rue, pourraient méditer utilement sur leur histoire. Par ailleurs, un bon nombre d'associations, y compris professionnalisées, se retrouvent aujourd'hui aux mains de quelques personnes faute de mobilisation bénévole et elles ne brillent pas toutes par leur démocratie interne. Et pour ce qui est de la défense d'intérêts de groupes particuliers, certains mouvements sociaux en ont montré des exemples plus affirmés.

Du point de vue sociologique, ces formes n'ont rien de surprenant. En effet, comme forme d'expression et d'organisation collective de la société civile, l'association ne peut être que le reflet de la réalité sociale dans laquelle elle se constitue. Ainsi, la multiplicité et la "spécialisation" des regroupements qui se développent actuellement (quant au public, au territoire, à l'objet ..) ne sont pas liés uniquement à une immaturité ou une quelconque incompétence stratégique ou organisationnelle de leurs porteurs mais sont bien plus le reflet de la segmentation, de la fragmentation et aussi du repli, qui marquent les formes actuelles de la cohésion sociale.

### Confrontation de légitimités

Au delà de ces divergences sur les façons d'être ou de faire, ce qui se joue véritablement, c'est une confrontation de légitimités. Ces nouveaux collectifs affirment et posent leur légitimité comme évidente car directement issue de leur expérience. Elle ne s'appuie pas sur le nombre, mais sur une "pertinence sociale" issue du vécu des problèmes à traiter, et dont ils tirent une connaissance spécifique. C'est pourquoi, ils revendiquent d'intervenir, à

leur façon, sur les situations qu'ils vivent. Les réponses qu'ils envisagent ou développent sont en général bien accueillies quand elles restent au niveau de la convivialité. Mais il y a vite tensions quand les interventions visent des missions confiées aux équipements de proximité et aux associations professionnalisées. Car ces nouveaux collectifs critiquent et remettent en cause ouvertement la pertinence et l'efficacité des réponses apportées par les professionnels et ils contestent leur légitimité d'intervention. Et s'ils sont parfois encore plus durs à l'égard des associations existantes, c'est parce qu'elles sont plus proches d'eux (ils les connaissent souvent bien) et qu'ils en attendent beaucoup.

Deux légitimités s'affrontent, avec d'un côté une légitimité institutionnelle fondée sur l'expérience, la professionnalité et la proximité culturelle avec les décideurs, mais dont l'intervention est mise à mal par l'évolution socio-économique, et de l'autre, une légitimité fondée sur la proximité avec les populations et le terrain, mais au fonctionnement cahotique et spontanéiste, qui ne va pas sans poser de réels problèmes mais qui ouvre aussi beaucoup de perspectives.

Ces relations difficiles sont encore compliquées par les positions des institutions et des collectivités locales qui oscillent entre soit la défense des structures traditionnelles et une tentative de mise aux normes de ces "petites" associations et d'autre part une position plus pragmatique de soutien, parfois important, de ces nouveaux courants et une critique forte des équipements qui n'ont pas su rester dans le coup. Cette confusion, qui a pu faire souffrir de nombreux professionnels ou bénévoles, des deux bords, bousculés dans leurs certitudes et mis en cause dans leurs engagements, n'est que l'expression d'une réalité sociale vivante et en pleine transformation. C'est pourquoi, plus que justifier les uns ou les autres, il s'agit aujourd'hui de mieux comprendre la nature et les enjeux que représentent ces dynamiques collectives.

### Renouveler le regard

Pour cela, il nous semble important de déplacer le regard porté sur cette réalité. Il s'agit tout d'abord de sortir de la vision réductrice où on les enferme en se

focalisant sur l'origine étrangère ou sur le "jeune" âge de leurs membres. Ces deux populations sont effectivement très présentes dans ces dynamiques, mais elles ne suffisent pas à les définir. Quand on étudie plus finement la composition de ces groupes, on s'aperçoit que les profils sont moins monolithiques mais surtout que ce sont d'autres caractéristiques qui leur donnent sens. La majorité est de conditions modestes, socialement et économiquement. Leurs vies sont marquées par l'expérience plus ou moins forte, mais directe de la précarité, même si c'est pour des raisons ou par des chemins très différents. On y trouve des personnes qui ont souffert ou souffrent par la société et ses institutions, qui vivent l'indifférence, la mise à distance, l'absence de confiance (étrangers mal acceptés, jeunes privés d'avenir, "habitues" des services sociaux...). En ce sens, ces associations sont véritablement l'expression des couches populaires d'aujourd'hui et c'est en cela que ces dynamiques sont nouvelles au regard de la sociologie associative de ces dernières décennies.

Les personnes engagées mobilisent des ressources nouvelles. Si une partie a une expérience associative (souvent comme usagers), la plupart n'en ont pas. Ils investissent des expériences collectives venues d'ailleurs : expérience de l'exil, apports d'autres cultures ou d'autres approches de développement, autres façons de négocier, de gérer les conflits ou de prendre des décisions. Ils démontrent une grande aptitude à sortir des cadres habituels pour inventer de nouvelles configurations d'actions. En ce sens, ils renouvelent profondément l'approche collective et associative.

Ces dynamiques sont aussi l'occasion d'alliances intéressantes entre des populations habituellement éloignées : étudiants/jeunes en échec, couches moyennes/"cas sociaux lourds". Ils réveillent des valeurs oubliées en retournant aux sources de mouvements solidaires (mutualistes par exemple). En ce sens, ils redonnent sens à la notion de solidarité et la mettent en pratique d'une façon renouvelée.

Pour toutes ces raisons, on ne peut réduire les tensions existantes dans le champ associatif à une simple lutte pour des subventions ou pour le pouvoir sur un

territoire, même si concrètement ça peut s'exprimer de cette façon. Plus profondément, ces dynamiques expriment la recherche d'une véritable reconquête de la parole et de l'action par des populations le plus souvent silencieuses et plus objet qu'acteurs des interventions publiques. Leurs pratiques sont des tentatives pour survivre et inventer des réponses adaptées à leur situation sociale. Ce qui correspond tout à fait aux objectifs posés dans les discours et portés par le mouvement associatif. Les associations ne peuvent donc que s'en réjouir.

### Innover par l'échange

Bien sûr, de nombreuses critiques sont valables, mais c'est faire preuve d'une bien grande naïveté que de penser que les couches populaires, dont le destin se sépare de plus en plus des couches moyennes stables et qui souffrent de plus en plus des choix socio-économiques, vont s'impliquer avec les "bonnes manières" et selon les codes et les modèles de ces dernières ! Et puis ce

serait se priver des bienfaits de "la perturbation comme source d'innovations".

L'enjeu du monde associatif aujourd'hui est de comprendre la véritable nature de ces dynamiques et de reconnaître leur légitimité. Ces populations sont la pointe avancée des configurations sociales de demain, marquées par l'effritement du salariat, les inégalités et le protectionnisme culturel. Leurs pratiques tentent de construire les réponses que cette situation exige. Tout un courant associatif, en particulier du social à l'éducation populaire, tient là l'occasion de renouer véritablement avec ses missions fondamentales. Les deux légitimités ont besoin l'une de l'autre pour répondre aux défis sociaux.

Les positions commencent heureusement à bouger des deux côtés, mais il reste du chemin à faire pour construire les formes de l'échange et de la coopération. La journée de Grenoble est un tournant : les professionnels prennent acte de cette existence et s'interrogent sur les relations à construire avec ces collectifs. Mais le ris-

que est encore grand de se positionner comme celui qui sait et qui va accompagner ces groupes vers la "bonne" façon de faire. Cela doit se concevoir comme un apports mutuel de connaissances. Il ne peut y avoir de tutelle, seulement de l'échange. Mais si sur le principe personne n'est contre, la pratique est moins évidente. Il faudrait d'abord commencer par reconnaître que les critiques faites par ces collectifs aux institutions et aux associations existantes sont parfaitement fondées et légitimes, car elles sont justes et pertinentes de leur point de vue. A partir de là, on peut engager le long travail de discussion, confrontation, négociation et régulation sur les formes d'action, les échanges de savoirs, les partages de prérogatives, les stratégies et les légitimités, bref le travail de cohésion sociale. Travail que connaissent bien les associations traditionnelles et pour lequel elles ont démontré quelques compétences durant les dernières décennies. La balle est dans leur camp aujourd'hui ....

## Rencontre avec la "Maison de la Culture portugaise"

Entretien avec Julia DA GRAÇA (présidente) et Maria do Rosario SAREIVA (secrétaire)

*"Maison de la Culture" : cette dénomination a une connotation à la fois positive et valorisante. Ce nom répond à notre état d'esprit. Maison parce que c'est accueillant et chaleureux, culture parce qu'elle se veut un espace, carrefour d'échanges, de découvertes et d'ouvertures sur toutes les cultures et en sens inverse de toutes les cultures vers la culture portugaise".*

Ainsi la Présidente et la Secrétaire présentent-elles de connivence leur jeune association, mettant l'accent volontairement sur ce qui définit l'expérience même du déplacement : le rapport au lieu et à la frontière. Une "maison" métaphorique "accueillante" et une frontière qui est ouverture et non seulement limite protectrice. Histoire peut-être de signifier à quoi s'attelle l'association : une sorte de réinvention de l'identité à la fois ancrée dans sa portugalité et la débordant.

Puis des ambitions :

*"Notre programme à court et moyen terme sera de se développer selon trois grands pôles : le pôle culturel, le pôle social et professionnel, et le pôle en réseau d'associations portugaises. A court terme nous commencerons par le développement culturel et partenarial. Une des actions sera liée au projet "Nouveaux Regards" qui chaque année sera consacré à un pays différent. Pour l'année 98, nous saisirons l'opportunité de travailler sur le Portugal avec l'aboutissement du voyage à l'EXPO 98 dont le thème est Les Océans. Ce thème sera le tremplin pour le voyage de découverte d'autres pays (tout comme il l'a toujours été pour le Portugal). Une autre action sera la semaine culturelle portugaise. L'un des objets, contenu dans nos statuts, est également la mise en réseau des associations portugaises. Les supports dans le cadre des actions et de la communication sont entre autres : animation culturelle et linguistique, radio, conférences, colloques..."*

Avec une pointe de fierté, les deux interlocutrices expliquent comment la tonalité de l'association est liée aux trajectoires mêmes de ses fondatrices : l'une issue de parents migrants, la deuxième immigrée elle-même depuis trois ans, et la troisième, née au Portugal, scolarisée en France puis au Portugal avant de s'établir à nouveau en France. Toutes ces données se traduisent finalement par une volonté d'agir sur l'environnement à partir du regard suivant :

*"Les constats que nous avons fait sur les associations portugaises existantes, que nous qualifions de traditionnelles, sont porteuses, au regard de la France, d'une culture portugaise "traditionnelle" puisqu'elles sont repérées uniquement comme des associations de folklore et de sport. Ces constats nous ont amené à nous questionner sur l'image qu'elles donnent de la culture portugaise et l'image renvoyée aux jeunes portugais de la culture portugaise et aux autres communautés. C'est pourquoi il nous a semblé qu'il manquait un espace différent de ceux qui existaient. De là est partie l'idée de créer un espace d'ouverture et de partage culturel réel."*

Espace d'ouverture et de partage, autrement dit espace de travail sur la citoyenneté : *"Promouvoir l'esprit de citoyenneté par le redéveloppement des valeurs telle que la solidarité. Amener les jeunes issus de l'immigration à participer de façon très active dans la vie du quartier, ville, et pays".*

Le tout porté par une double motivation : *"Ce qui me paraît important, c'est l'échange des vécus avec des jeunes et des jeunes français d'origine portugaise. Mais aussi de promouvoir la culture portugaise qui fait également partie intégrante de ce que nous sommes, de notre identité".*

*Propos recueillis par Abdellatif CHAOUI*